

Il me paraît assez triste de constater qu'à son stade actuel la terminologie de notre science politique est incapable de faire nettement la distinction entre divers mots clés, tels que « pouvoir », « puissance », « force », « autorité », et finalement « violence », dont chacun se réfère à des phénomènes distincts et différents. (« "Puissance", "pouvoir", "autorité", nous dit Passerin d'Entrèves, ce sont là des mots auxquels un sens exact n'est pas attribué dans le langage courant ; les plus grands penseurs eux-mêmes les utilisent parfois au hasard. Il est cependant plausible de présumer que ces mots se réfèrent à des qualités différentes, et leur sens devrait donc être soigneusement examiné et déterminé [...]. L'usage correct de ces mots n'est pas seulement une question de grammaire, mais aussi de perspective historique¹. ») Les utiliser comme s'il s'agissait simplement de synonymes, non seulement dénote une certaine insensibilité à leur signification linguistique, ce qui paraît assez grave, mais témoigne en outre d'une ignorance regrettable des réalités auxquelles ce langage se réfère. Il est toujours tentant, en ce cas, de proposer des définitions nouvelles ; mais même s'il m'arrive de céder quelque peu à cette tentation, il me semble

1. Alexandre Passerin d'Entrèves, *La Notion de l'État*, *op. cit.*, p. 10 ; cf. également p 213, où, discutant de la signification exacte des termes « nation » et « nationalité », il précise fort justement que « les seuls guides compétents dans cette jungle de tant d'opinions divergentes sont les linguistes et les historiens, et c'est vers eux que nous devons nous tourner afin qu'ils nous viennent en aide ». Et en distinguant l'autorité du pouvoir, il revient à la maxime de Cicéron : *potestas in populo, auctoritas in senatu*.

qu'ici il ne s'agit pas simplement d'une inattention du langage. Au-delà d'une confusion apparente demeure la ferme conviction que des distinctions terminologiques plus précises seraient, au mieux, d'une importance mineure : la conviction que le problème politique essentiel est et a toujours été de savoir qui domine et qui est dominé ? Pouvoir, puissance, force, autorité, violence : ce ne sont là que des mots indicateurs des moyens que l'homme utilise afin de dominer l'homme ; on les tient pour synonymes du fait qu'ils ont la même fonction. Ce n'est que lorsqu'on aura cessé de ramener la conduite des affaires publiques à une simple question de domination que les caractères originaux des problèmes de l'homme pourront apparaître, ou plutôt réapparaître, dans toute leur authentique diversité.

Ces caractères, dans le contexte de cet ouvrage, peuvent se définir de la façon suivante :

Le *pouvoir* [power] correspond à l'aptitude de l'homme à agir, et à agir de façon concertée. Le pouvoir n'est jamais une propriété individuelle ; il appartient à un groupe et continue à lui appartenir aussi longtemps que ce groupe n'est pas divisé. Lorsque nous déclarons que quelqu'un est « au pouvoir », nous entendons par là qu'il a reçu d'un certain nombre de personnes le pouvoir d'agir en leur nom. Lorsque le groupe d'où le pouvoir émanait à l'origine se dissout (*potestas in populo* – s'il n'y a pas de peuple ou de groupe, il ne saurait y avoir de pouvoir), son « pouvoir » se dissipe également. Dans le langage courant, lorsqu'il nous arrive de parler du « pouvoir d'un homme », du « pouvoir d'une personnalité », nous conférons déjà au mot « pouvoir » un sens métaphorique : nous faisons en fait, et sans métaphore, allusion à sa « puissance ».

La *puissance* [strength] désigne sans équivoque un élément caractéristique d'une entité individuelle ; elle est la propriété d'un objet ou d'une personne et fait partie de sa nature ; elle peut se manifester dans une relation avec diverses personnes ou choses, mais elle en demeure essentiellement distincte. La plus puissante individualité pourra toujours être accablée par le nombre, par tous ceux qui peuvent s'unir dans l'unique but d'abattre cette puissance, à cause justement de sa nature indépendante et singulière. L'hostilité presque instinctive du nombre à l'égard de l'homme seul a toujours été attribuée, de Platon jusqu'à Nietzsche, au ressentiment, à l'envie qu'éprouve le faible à l'égard du fort, mais cette explication psychologique ne va pas au fond des choses. Cette hostilité est inséparable de la nature même du groupe, et du pouvoir qu'il possède de s'attaquer à l'autonomie qui constitue la caractéristique même de la puissance individuelle.

La *force* [force], terme que le langage courant utilise souvent comme synonyme de la violence, particulièrement quand la violence est utilisée comme moyen de contrainte, devrait être réservée, dans cette terminologie,

à la désignation des « forces de la nature » ou de celles des « circonstances » (*la force des choses**), c'est-à-dire à la qualification d'une énergie qui se libère au cours de mouvements physiques ou sociaux.

L'*autorité* [*authority*], qui désigne le plus impalpable de ces phénomènes, et qui de ce fait est fréquemment l'occasion d'abus de langage¹, peut s'appliquer à la personne — on peut parler d'autorité personnelle, par exemple dans les rapports entre parents et enfants, entre professeurs et élèves — ou encore elle peut constituer un attribut des institutions, comme, par exemple, dans le cas du Sénat romain (*auctoritas in senatu*) ou de la hiérarchie de l'Église (un prêtre en état d'ivresse peut valablement donner l'absolution). Sa caractéristique essentielle est que ceux dont l'obéissance est requise la reconnaissent inconditionnellement; il n'est en ce cas nul besoin de contrainte ou de persuasion. (Un père peut perdre son autorité, soit en battant son fils, soit en acceptant de discuter avec lui, c'est-à-dire soit en se conduisant comme un tyran, soit en le traitant en égal.) L'autorité ne peut se maintenir qu'autant que l'institution ou la personne dont elle émane sont respectées. Le mépris est ainsi le plus grand ennemi de l'autorité, et le rire est pour elle la menace la plus redoutable².

La *violence* [*violence*], finalement, se distingue, comme nous l'avons vu, par son caractère instrumental. Sous son aspect phénoménologique, elle s'apparente à la puissance, car ses instruments, comme tous les autres outils, sont conçus et utilisés en vue de multiplier la puissance naturelle, jusqu'à ce

1. Il existe des gouvernements autoritaires qui, assurément, n'ont rien de commun avec la tyrannie, la dictature ou le pouvoir totalitaire. En ce qui concerne l'arrière-plan historique et la signification politique du terme, voir dans la présente édition le chapitre « Qu'est-ce que l'autorité? », dans *La Crise de la culture*; ainsi que la première partie de l'excellente étude de Karl-Heinz Lütcke, *Auctoritas bei Augustin*, Stuttgart [Köhlhammer], 1968, accompagnée d'une abondante bibliographie.

2. Sheldon Wolin et John Schaar, « Berkeley: The Battle of People's Park », art. cit., déclarent fort justement: « Les règlements ne sont plus observés parce qu'un grand nombre d'étudiants ne respectent plus les autorités universitaires, les administrateurs et même les professeurs. » Ils concluent alors: « Quand l'autorité disparaît, le pouvoir entre en scène. » Cela est également vrai, mais, je le crains, pas exactement dans le sens où ils l'entendent. Ce qui, en premier lieu, est entré en scène à Berkeley, c'est le pouvoir étudiant, à l'évidence pouvoir dominant sur tous les campus, simplement du fait que les étudiants y sont supérieurs en nombre. C'est pour briser ce pouvoir que les autorités eurent recours à la violence, et c'est précisément parce que l'université est essentiellement une institution fondée sur l'autorité et, dans ce sens, a besoin d'être respectée, qu'il lui est si difficile de récuser ce pouvoir par une procédure non violente. L'université, de nos jours, fait appel à la police pour assurer sa protection, exactement comme l'Église catholique avait coutume de le faire avant que la séparation de l'Église et de l'État la contraigne à ne plus compter que sur la seule autorité. Peut-être doit-on à plus qu'une singularité le fait que la crise la plus grave qui touche l'Église en tant qu'institution coïncide avec la crise la plus grave de toute l'histoire de l'université — seule institution laïque à être encore fondée sur l'autorité. Cette double crise ne peut-elle être attribuée « à la désintégration en chaîne du noyau atomique de l'obéissance » dont la stabilité était considérée comme immuable », ainsi que le remarquait Heinrich Böll à propos de la crise que connaissent les Églises. Voir « Es wird immer später », dans *Antwort an Sacharov*, Zurich, 1969.

qu'au dernier stade de leur développement ils soient à même de la remplacer.

Sans doute est-il nécessaire d'ajouter que ces distinctions, tout en n'étant nullement arbitraires, ne correspondent pas, dans le monde réel auquel elles se réfèrent cependant, à des compartiments aux cloisons étanches. Ainsi, dans les communautés organisées, le pouvoir institutionnalisé prend souvent le masque de l'autorité, exigeant une reconnaissance immédiate et inconditionnelle ; à défaut, aucune société ne pourrait fonctionner. (Un petit incident, encore isolé, qui s'est déroulé à New York, indique ce qui se produirait si, dans les relations sociales, l'autorité authentique s'effondrait, au point de ne plus pouvoir assurer même son rôle dérivé purement fonctionnel. Un incident mécanique mineur dans une rame du métropolitain – le système de fermeture automatique des portes fonctionnait mal – s'est transformé en un sérieux arrêt de la circulation sur la ligne, qui dura plus de quatre heures, avec un embouteillage de plus de 50 000 usagers, du fait que, lorsque les autorités chargées de la sécurité du transport demandèrent aux passagers de descendre de la rame défectueuse, ceux-ci refusèrent simplement d'obéir¹.) De plus, comme nous le verrons, rien n'est plus fréquent que l'association du pouvoir et de la violence ; il est extrêmement rare de les trouver séparés l'un de l'autre et sous leur forme pure et donc extrême. Il n'en résulte pas cependant que l'autorité, le pouvoir et la violence ne soient qu'une seule et même chose.

Il faut néanmoins reconnaître qu'il est particulièrement tentant de penser le pouvoir en termes de commandement et d'obéissance, et donc de confondre pouvoir et violence, dans l'analyse de ce qui n'est, en réalité, que l'une des manifestations caractéristiques du pouvoir, c'est-à-dire le pouvoir du gouvernement. Du fait que, dans les relations internationales aussi bien que dans les affaires intérieures, la violence ne se manifeste qu'en dernier ressort, dans le but de maintenir l'intégrité de la structure du pouvoir à l'encontre de ceux qui la contestent – l'ennemi extérieur ou le criminel –, il semble qu'en réalité, la violence constitue la condition indispensable du pouvoir, et que celui-ci ne soit qu'une façade, le gant de velours dissimulant la main de fer, sous peine de devenir tigre de papier. À l'examiner de plus près, cependant, cette conception du pouvoir paraît beaucoup plus contestable. Le fossé qui, dans ces circonstances, sépare la théorie de la réalité, apparaît en pleine lumière quand on examine le phénomène de la révolution.